

Le rapport annuel 2024/2025 d'Amnesty International

lundi 12 mai 2025, par [HOFMANN Christian](#)

Le rapport annuel 2024/2025 d'Amnesty International sur la situation mondiale des droits humains, qui vient de paraître, est bouleversant. Les rapports précédents sur la situation mondiale des droits humains n'étaient déjà pas recommandés comme histoires pour endormir les tout-petits. Mais celui-ci éclipse largement les précédents. Lorsque Julia Duchrow, secrétaire générale d'Amnesty International en Allemagne, parle d'une « rupture historique », ce n'est pas de l'alarmisme. En effet, des synergies négatives dévastatrices sont désormais bien installées. L'aggravation de la crise climatique entre en résonance avec des guerres de grande ampleur et une montée de l'autoritarisme à l'échelle mondiale. Il est également frappant de constater que les violations des droits humains ne sont de plus en plus souvent pas dissimulées, mais ouvertement justifiées. Le retour au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis a encore aggravé cette situation désastreuse.

Comme l'indique le rapport annuel d'Amnesty International, des dizaines de milliers de personnes ont dans une période récente été victimes de crimes de guerre et d'autres violations graves du droit humanitaire reconnu internationalement. Cela concerne le génocide des Palestiniens dans la bande de Gaza par Israël. Mais cela concerne également la Russie qui, selon le rapport, a tué en 2024 plus de civils ukrainiens que l'année précédente et continue de s'en prendre aux infrastructures civiles. Dans les régions ukrainiennes annexées par la Russie en violation du droit international, les populations sont victimes de violations graves des droits humains et de crimes contre l'humanité. Des prisonniers sont torturés ou disparaissent. C'est par ailleurs sous les yeux de l'opinion publique mondiale que se joue au Soudan la plus importante crise humanitaire. « La communauté internationale a réagi à ces crises par l'inaction et selon la règle du double standard », critique Amnesty à juste titre.



A Berlin, « solidarité avec Donbass et Gaza » contre le génocide [de l' OTAN]

En effet, cette double morale poids caractérise l'ensemble du débat sur les conflits. Cela devient particulièrement évident lorsque « l'Occident des valeurs » critique les crimes de Poutine en Ukraine. Aussi justifiées et légitimes que soient ces critiques, elles ne sont pas sincères lorsque les mêmes dirigeants acceptent non seulement le génocide à Gaza avec indifférence, mais le rendent possible en livrant des armes à Israël. On préfère aussi laisser le Soudan dans l'ombre, ses relations économiques avec les auteurs de guerre des États du Golfe étant trop étroites.

Mais malheureusement, bon nombre des critiques émanant de la « gauche » sont également marquées par un double standard. Alors que les uns soutiennent Israël par principe pour des « raisons historiques », les autres « savent » que « l'ennemi principal » se trouve par principe « dans leur propre pays » ou, à défaut, aux États-Unis. De tels raisonnements, produits dérivés de dogmes, sont non seulement stupides mais aussi catastrophiques. On ne peut faire face à l'urgence des crises écologiques et sociales urgentes que dans une perspective internationaliste. Un universalisme limité par des dogmes, qui fait des exceptions ou pose des conditions, ne mérite pas son nom.

Une perspective émancipatrice qui veut relever les défis de la lutte contre les bouleversements sociaux et écologiques ne peut se permettre d'user de doubles standards. Elle doit donc désigner les responsables de la situation à Gaza tout comme en Ukraine ou au Soudan. De même, elle doit s'opposer par principe aux tendances autoritaires telles que les interdictions de réunion et les violences policières. Le rapport d'Amnesty International fait tout cela. La gauche politique, en revanche, a souvent du mal à le faire. C'est un constat cruel. Car il serait urgent de créer un mouvement politique qui non seulement dénonce toutes les violations des droits humains, mais s'attaque également aux rapports de propriété bourgeois et à la contrainte à la maximisation du profit qui leur est inhérente. Car ce sont bien ces rapports qui produisent les crises et l'insécurité écologiques, économiques et sociales permanentes, et donc le terreau sur lequel prospère l'autoritarisme et, avec lui, les crimes documentés par Amnesty.

Christian Hofmann

P.-S.

Traduit pour Essf par Pierre Vandevoorde